SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
1- LEGISLATION	1
2- STATUT DES ESPECES ET DES POPULATIONS	3
2.1. Etude des populations	
2.2. Etudes des échouages	
3- INTERACTION AVEC LES ACTIVITES HUMAINES	5
3.1. Interaction avec la pêche	
3.2. Le "Whale Watching"	
3.3. Le Sonar à haute fréquence	
4- ACTIVITES DU CAR/ASP	6
4.1. Formation	
4.2. Assistance aux pays dans l'étude des populations de cétacés	
4.3 Répertoire des spécialistes en mammifères marins	
4.4 Base de données pour la photo-identification	
4.5 Réunion du groupe <i>ad hoc</i>	
5- COORDINATION AVEC ACCOBAMS	8
ANNEXE 1: Synthèse des recommandations	11
ANNEXE 2: Compte rendu de la première réunion du groupe <i>ad hoc</i>	13

Rapport sur la mise en œuvre du Plan d'Action pour la conservation des cétacés en mer Méditerranée

INTRODUCTION:

En application de leurs recommandations relatives à la conservation des espèces menacées et notamment les dispositions de la déclaration de Gênes de 1982, les parties contractantes à la convention de Barcelone⁽¹⁾ ont adopté des plans d'action pour la conservation de certaines espèces considérées comme particulièrement menacées. Le dernier en date est le Plan d'Action pour la conservation des cétacés en mer Méditerranée. Il a été adopté lors de la septième réunion ordinaire des Parties (Le Caire, 8-11 octobre 1991) qui a aussi mandaté la réunion des points focaux nationaux pour les ASP de l'affiner en vue de son application par les Parties contractantes. La deuxième réunion des points focaux pour les ASP (Athènes, 26-28 octobre 1992) a adopté une série de points additionnels à annexer audit Plan d'Action et qui sont à considérer comme partie intégrante de ce dernier.

Le présent document de travail a été préparé par le Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (CAR/ASP) en vue d'informer la réunion sur les principales réalisations dans la mise en œuvre du Plan d'Action, les problèmes rencontrés et les lacunes à combler. En vue d'aider la réunion à identifier les actions nécessaires pour plus de mise en œuvre du plan d'action, ce document propose une série de recommandations, celles-ci figurent en caractères soulignés dans le texte et sont aussi regroupées à l'annexe 1 de ce rapport.

Les principaux points suivants seront traités : législation, état des connaissances sur le statut des espèces et des populations, interactions avec les activités humaines. Le document présente aussi des informations sur les activités du CAR/ASP s'inscrivant dans le cadre de la coordination de la mise en œuvre du Plan d'Action.

L'information présentée ci-après n'est évidemment pas exhaustive, elle découle des données recueillies par le CAR/ASP ou qui lui ont été notifiées, toute correction ou mise à jour proposé par les délégations à cette réunion sera appréciée.

LEGISLATION:

Parmi les dispositions préconisées par le Plan d'Action pour assurer une meilleure protection des populations de cétacés en Méditerranée, figurent l'adoption et l'application sur le plan national de mesures législatives.

Actuellement les cétacés ne font l'objet de protection légale que dans quelques pays méditerranéens. Cette protection est prononcée soit au titre des textes relatifs à la conservation des espèces, soit au titre de la réglementation de la pêche. Elle couvre généralement l'interdiction des captures et des prélèvements volontaires ; les mesures relatives à la réglementation des opérations et engins de pêche en vue de sauvegarder les cétacés, sont très rares en Méditerranée.

Un grand effort est donc encore nécessaire dans la plupart des pays de la région afin de faire bénéficier ces espèces d'une protection légale. Lors de la présente réunion les délégations des

1 Convention pour la Protection de la mer Méditerranée contre la pollution

Parties seront invités à décrire le cadre législatif régissant les cétacés dans leurs pays respectifs et à donner leurs avis sur les actions prioritaires dans ce domaine.

En vue d'aider les départements concernés dans les différents pays méditerranéens, il serait utile d'élaborer des lignes directrices pour l'amélioration des législations nationales en matière de conservation des cétacés et leur mise en conformité avec les dispositions des accords internationaux pertinents.

Ces lignes directrices viseraient à la fois les textes relatifs à la conservation et aussi ceux de la pêche pour y introduire des mesures de réglementation des engins et des pratiques de pêche. La collaboration des organisations spécialisées telle que le CGPM (FAO) sera fortement utile.

En matière d'application effective des textes législatifs protégeant les cétacés, et bien que les données officielles ne soient pas toujours disponibles, il y a lieu de penser que beaucoup de mesures sont restées sans suites effectives.

Dans tous les cas, les législations nationales des pays méditerranéens n'auront de portée que dans les eaux sous juridictions de ces Etats et/ou sur leurs ressortissants. Les cétacés demeurent donc, dans les eaux situées au-delà des limites de juridiction des Etats méditerranéens, sans protection légale contre les menaces provenant de bateaux étrangers à la Méditerranée.

Sur le plan international, deux éléments nouveaux sont intervenus pour la Méditerranée depuis l'adoption du Plan d'Action:

- Le premier élément concerne l'adoption à Barcelone en juin 1995 du nouveau Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée; et ce dans le cadre de la révision des outils juridiques du PAM. Il est attendu de ce Protocole d'apporter un plus appréciable pour la conservation des cétacés notamment ceux fréquentant la haute mer et ce grâce à la couverture géographique du Protocole étendue pour couvrir l'ensemble des eaux de la Méditerranée.

D'autre part aux termes de ce Protocole, des aires spécialement protégées d'intérêt méditerranéen (ASPIM) peuvent être créées même en haute mer d'où de nouvelles possibilités pour la protection d'habitats des cétacés. En outre ce protocole a institué une liste des espèces en danger ou menacées pour lesquelles des mesures de protection précises sont préconisées. Les espèces de cétacés suivantes figurent sur cette liste: *Balaenoptera acutorostrata*, *Balaenoptera borealis*, *Balaenoptera physalus*, *Delphinus delphis*, *Eubalaena glacialis*, *Globicephala melas*, *Grampus griseus*, *Kogia simus*, *Megaptera novaeangliae*, *Mesoplodon densirostris*, *Orcinus orca*, *Phocoena phocoena*, *Physeter macrocephalus*, *Pseudorca crassidens*, *Stenella coeruleoalba*, *Steno bredanensis*, *Trusiops truncatus*, *Ziphius cavirostris*.

- L'autre élément nouveau est l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone atlantique adjacente (ACCOBAMS), conclu à Monaco en novembre 1996 sous l'égide de la CMS⁽²⁾. Cet Accord reprend la plupart des dispositions du Plan d'Action sur les cétacés de la convention de Barcelone en leur donnant un appui

² Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage.

« juridique ». Actuellement 16 pays (dont 11 méditerranéens) et la Communauté européenne ont signé cet accord dont l'entrée en vigueur nécessite sa ratification par au moins 5 pays riverains de la Méditerranée et 2 pays riverains de la mer Noire.

Ces deux nouveaux instruments, dont l'adoption est considérée comme un acquis considérable pour la conservation des cétacés en Méditerranée, ne sont pas encore entrés en vigueur. Pour que les résultats escomptés de ces traités soient atteints, il est important que les pays méditerranéens procèdent le plutôt possible à leur ratification.

2. STATUT DES ESPECES ET DES POPULATIONS

Les cétacés sont parmi les espèces marines les moins étudiées en Méditerranée notamment pour ce qui est de la dynamique et des déplacements de leurs populations.

Le présent document de travail ne traitera pas en détail la distribution, la biologie et l'écologie de ces espèces, le secrétariat a préparé à ce sujet un document d'information (UNEP(OCA)/MED WG.146/Inf.3), qui fait le point sur l'état des connaissances dans ce domaine en Méditerranée.

2.1 Etude des populations:

Comme il ressort dudit document d'information, les données sur les populations font défaut ou sont incomplètes pour toutes ces espèces. Certaines sont mieux étudiées que d'autres, mais les données sont toujours fragmentaires. Pour le rorqual commun par exemple, un effort d'étude relativement important est déployé mais les données ne sont disponibles que pour le bassin occidental et notamment pendant la période estivale. Certaines espèces ne sont étudiées qu'à l'occasion d'échouages et on ignore presque tout d'elles en mer, c'est le cas du *ziphius*. Sur le plan géographique il y a un contraste bien net entre le nord du bassin occidental, où de nombreuses études sont effectuées, et le reste de la Méditerranée et notamment au Sud et à l'Est qui sont peu étudiés.

Ce manque de données est dû à plusieurs facteurs dont notamment l'absence de programmes coordonnés et planifiés à long terme. La plupart des travaux menés sur les populations de cétacés en Méditerranée sont en effet le résultat d'initiatives individuelles dont l'étendue est fonction des moyens disponibles et qui sont souvent limités. Par ailleurs plusieurs sont les études faites dans le cadre de thèses ou autres travaux d'étudiants qui souvent s'arrêtent avec le départ de leurs auteurs.

La complémentarité entre ces initiatives n'est pas toujours assurée, et ce par manque de (i) coordination qui fait que plusieurs travaux sont effectués sur un même sujet et/ou une même zone alors que d'autres sujets ou zones ne sont pas traités, (ii) de standardisation: la comparaison des résultats n'est pas toujours possible à cause de l'usage de protocoles d'études différents et dont les résultats ne sont pas toujours comparables.

En conclusion, les travaux relatifs au suivi des populations méditerranéennes se distinguent par leur caractère disparate et non coordonné. Il est urgent de mettre sur pied un programme global dont la planification dans le temps et dans l'espace (géographique) soit orientée de façon à avoir une vision globale du statut des cétacés en Méditerranée.

2.2 Etudes des échouages

Le CAR/ASP a préparé pour cette réunion une étude sur les échouages des cétacés en Méditerranée (UNEP(OC) MED WG. 146/Inf.5). Ce document décrit, sur la base de l'information disponible, les différentes initiatives méditerranéennes dans ce domaine et présente un résumé de leurs principaux résultats.

Il ressort de cette étude que le suivi des échouages des cétacés n'est entrepris que dans quelques pays de la région et il est rarement fait dans le cadre de réseaux organisés de façon à profiter de tous les cas d'échouages observés.

L'étude des échouages de spécimens de cétacés pourrait contribuer d'une façon significative dans l'amélioration de nos connaissances sur la composition des populations de cétacés en Méditerranée, sur la biologie et l'écologie de ces espèces ainsi que sur les principales causes des mortalités. Une meilleure connaissance de la biologie des cétacés peut sans doute contribuer à mieux les protéger.

Les recommandations du secrétariat à ce sujet sont:

- Promouvoir la mise en place dans tous les pays méditerranéens de structures permettant de détecter et d'étudier le maximum possible des cas d'échouage des cétacés qui peuvent survenir le long de leurs côtes. Cette recommandation ayant été faite à plusieurs occasions dans le passé, il paraît urgent de s'y pencher d'une façon particulière. Ainsi il est recommandé d'inviter (i) les pays méditerranéens qui ne disposent pas encore de pareilles structures d'œuvrer à les mettre en place dans les plus brefs délais (avant la fin 1999) (ii) les organisations internationales concernées à leurs fournir l'assistance nécessaire tant sur le plan technique que financier. Pour assurer plus de chance à la mise en œuvre de cette recommandation, le CAR/ASP, la CIESM et le Secrétariat de l'ACCOBAMS devraient mettre en place un programme commun pour aider les pays à ce sujet.
- Assister les pays qui en exprime le besoin pour former et/ou perfectionner leurs techniciens et spécialistes. Il serait à cet effet utile d'organiser un atelier méditerranéen sur les méthodes et techniques relatives au suivi des échouages des cétacés. Cet atelier serait organisé auprès d'un laboratoire méditerranéen qui dispose de carcasses, d'échantillons de tissus et de squelettes et des équipements nécessaires pour dispenser ce type de formation
- Assurer une coordination régionale en vue de faciliter la comparaison des résultats et leur intégration dans des analyses globales pour toute la Méditerranée.

Pour ce qui est des modalités pratiques de la mise en œuvre de ces recommandations, le CAR/ASP organise, à l'occasion de cette réunion (le 28 octobre 1998) et en collaboration avec la CIESM et le secrétariat intérimaire de l'ACCOBAMS, un atelier sur l'étude des échouages des cétacés en Méditerranée. Un des principaux objectifs de cet atelier est d'examiner les modalités pratiques de développer ce genre d'étude dans le cadre d'une coordination méditerranéenne. Les recommandations issues de cet atelier seront présentées lors de cette réunion d'experts.

3. INTERACTION AVEC LES ACTIVITES HUMAINES

Les populations de cétacés en Méditerranée subissent l'effet négatif de certaines activités humaines qui font peser sur elles des menaces malheureusement de plus en plus accentuées. La principale de ces interactions est sans doute celle avec la pêche, mais d'autres formes d'interaction sont connues telles que la pollution, l'usage de sonar à haute fréquence par les militaires, la navigation à grande vitesse et le "Whale Watching".

3.1 Interaction avec la pêche

Une étude sur l'interaction entre la pêche et les populations de cétacés en Méditerranée a été préparée par Le CAR/ASP a l'occasion de cette réunion, elle fait l'objet du document d'information UNEP(OCA) MED. 146/Inf.4.

Comme le montre cette étude, plusieurs engins de pêche sont à l'origine de dommages occasionnés aux cétacés. Mais le problème n'est pas bien documenté car les données à ce sujet sont très rares.

Dans plusieurs pays les pêcheurs massacrent les dauphins et s'opposent à toute mesure de protection. L'importance de ce problème et sa persistance laissent penser que contrairement à ce que l'on croit, il est difficile d'y faire face seulement par la sensibilisation. Celle-ci a montré ses limites dans ce domaine. D'autres actions sont donc nécessaires.

3.2 Le "Whale Watching"

Le whale watching est pratiqué par des bateaux qui proposent des croisières en mer pour observer des cétacés dans leur milieu naturel, notamment les grands cétacés. Cette activité, qui se développe de plus en plus au nord du bassin occidental de la Méditerranée, peut d'une part contribuer à sensibiliser l'opinion publique et créer un lobby protecteur de ces espèces, mais d'autre part, si elle continue à se développer sans contrôle et sans respect de certaines règles, elle serait source de harcèlement, de perturbation et donc de menaces pour les cétacés.

Il est de ce fait utile d'élaborer un code de conduite pour le whale watching en Méditerranée en vue de l'inclure dans un cahier de charge à respecter par chaque embarcation pratiquant le whale watching soit à des fins commerciales ou non commerciales.

3.3 Le Sonar à haute fréquence

L'impact négatif du sonar à haute fréquence utilisé lors de certains essais et manœuvres par les navires militaires a été évoqué à plusieurs reprises. Ce genre d'essais et manœuvres étant pratiqués en Méditerranée, certaines zones, connues pour être particulièrement fréquentées par les cétacés devraient être épargnées.

4. ACTIVITES DU CAR/ASP

La coordination de la mise en œuvre du Plan d'Action est à la charge du Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées. Les fonctions de coordination telles que défini par le Plan d'Action sont:

- collecter et évaluer les données relatives au statut de conservation des cétacés dans la zone de la mer Méditerranée;
- diffuser et échanger les informations;
- appuyer et/ou organiser des réunions d'experts sur des sujets spécifiques concernant les cétacés dans la zone de la mer Méditerranée;
- contribuer à l'identification, à la sélection et à la création d'aires marines protégées pour les cétacés;
- élaborer pour les Parties Contractantes des recommandations visant à la protection et à la conservation des cétacés dans la zone de la mer Méditerranée ainsi qu'un calendrier et des propositions financières pour leur application;
- organiser des cours de formation dans ce domaine.

Depuis l'adoption du plan d'action par la réunion des points focaux (octobre 1992), dans le cadre de ces fonctions le CAR/ASP a mené les principales activités suivantes:

4.1. Formation

Depuis 1994, le CAR/ASP apporte son soutien en vue d'aider les pays à améliorer leurs compétences nationales, et ce en permettant à des participants provenant de différents pays méditerranéens à prendre part dans des initiatives de formation dans les domaines de l'étude et la conservation des cétacés. Ces initiatives sont:

- Cours de cétologie Méditerranéennes organisés par l'Ecole des Hautes Etudes Pratiques (Montpellier, France)
- Cours international de cétologie organisé par l'Université de Valence
- Diverses croisières de formation sur un voilier de recherche.

4.2. Assistance aux pays dans l'étude des populations de cétacés.

Etant donné les budgets dont il dispose, le CAR/ASP ne peut pas financer de grands programmes d'étude des populations de cétacés. Cependant quelques opérations ponctuelles ont pu être réalisées grâce au support financier du CAR/ASP et à la formation reçu par les experts des pays concernés.

4.3 Répertoire des spécialistes en mammifères marins

En vue d'encourager le contact et l'échange entre spécialistes méditerranéens travaillant dans les domaines de l'étude et de la conservation des cétacés, le CAR/ASP en collaboration avec Tethys Research Institute a édité un répertoire des spécialistes en mammifères marins. L'élaboration de ce répertoire a été faite à travers la diffusion, par courrier et à l'occasion de quelques rencontres internationales, d'un formulaire d'inscription. Dans sa première version publiée en 1996 ce répertoire comprenait 167 spécialistes ayant parmi leurs sujets d'intérêt l'étude et/ou la conservation des cétacés en Méditerranée ou en mer Noire. L'extension du répertoire à la mer Noire a été décidée car l'idée de sa réalisation a été évoquée à plusieurs

reprises lors de rencontres dans le cadre de la CIESM qui regroupent des spécialistes des deux mers.

Les informations contenues dans ce répertoire concernent, outre les coordonnées des spécialistes listés, leurs domaines d'intérêt (Physiologie, alimentation, etc...) et leurs langues de travail. Le répertoire comporte des lexiques par spécialités et par pays.

Une deuxième version du répertoire vient d'être publiée, sa réalisation a été faite sur la base de nouveaux enregistrements reçus ainsi que des notifications des mises à jours de coordonnées pour des spécialistes déjà listés dans la première version.

Ce répertoire de "personnes" méritent d'être complété par un répertoire des organisations (ONG, Laboratoires, etc..) actives dans ce domaine.

4.4. Base de données pour la photo-identification:

La photo identification est une des techniques employées par les chercheurs pour étudier certaines populations de cétacés. En Méditerranée, depuis quelques années certains laboratoires utilisent cette méthode pour la population de rorquals communs dans le bassin nord occidental de la Méditerranée. Ces laboratoires ont développé des bases de données photographiques répertoriant quelques centaines d'individus de cette espèce. Un projet conjoint du CAR/ASP et de Tethys Research Institute a été lancé, suite à une requête de ce dernier, en 1994 en vue d'établir une base de donnée informatisée pour la photo-identification des cétacés. Le projet a été limité dans une première étape au rorqual commun. Dans le cadre de ce projet il a été procédé au scannage et l'archivage des photos pour environ 150 spécimens (provenant de la base de données de Tethys), un logiciel d'exploitation de cette base de données photographiques a été développé. L'ensemble est mis sur CD ROM. La base de donnée sera bientôt étoffée par les données photographiques d'un autre laboratoire (Ecole Pratique des Hautes Etudes, France). Une réunion de coordination a eu lieu à Tunis au mois de juin dernier pour examiner les modalités de développement de ce projet tripartite.

Le projet est ouvert à la participation des autres laboratoires méditerranéens concernés. Son extension à d'autres espèces est également envisagée.

4.5. Réunion du groupe *ad hoc*

Le Plan d'Action stipule que, lorsque nécessaire, le CAR/ASP devrait mettre en place un groupe *ad hoc* d'experts des pays méditerranéens auquel s'adjoindraient des représentants des organisations concernées.

Le rôle de ce groupe d'experts sera de fournir au CAR/ASP des avis scientifiques sur des points précis dans le cadre d'une mise en œuvre efficace du Plan d'Action.

Faute de moyens budgétaires, seulement une réunion de groupe d'experts a été organisée, elle a eu lieu en 1994 à Montpellier (France) à l'occasion de la conférence annuelle de l'European Cetacean Society; le rapport de cette réunion figure à l'annexe 2 du présent document de travail. Le CAR/ASP tient à remercier les organisateurs de ladite conférence pour avoir fourni la logistique nécessaire.

Dans l'avenir, avec l'entrée en vigueur de l'Accord ACCOBAMS, une coordination doit être mise en place pour éviter le double emploi avec le comité scientifique de cet Accord.

5. COORDINATION AVEC ACCOBAMS

Lors des réunions de négociations de l'accord ACCOBAMS, il a été à plusieurs reprises souligné que l'application de cet accord devrait se faire en utilisant les structures existantes au sein des organisations internationales concernées. Il est à noter à ce sujet que pendant toutes les phases d'élaboration et de négociation de cet accord, une coordination étroite a été assurée avec le CAR/ASP au nom du Plan d'Action pour la Méditerranée. L'Acte final de la Réunion de Négociation pour l'adoption de l'ACCOBAMS stipule que:

"La réunion a examiné favorablement la proposition de la commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée de mettre à disposition son groupe d'experts sur les mammifères marins pour assurer les fonctions de Comité Scientifique comme prévu à l'Article VII de l'Accord, et a chargé le secrétariat intérimaire d'entamer les démarches nécessaires afin de concrétiser cette offre, sous réserve d'adoption formelle par la Réunion des Parties à sa première session.

La réunion a recommandé au secrétariat intérimaire de prendre contact avec les organisations intergouvernementales pertinentes de la mer Noire et de la Méditerranée en vue de faciliter l'identification des Unités de coordinations sous-régionales envisagées au titre de l'Article V de l'Accord."

Suite aux contacts entrepris par le secrétariat intérimaire avec l'unité de coordination du PAM pour évaluer les possibilités de charger le CAR/ASP des fonctions de l'Unité de coordination sous-régionale, les Parties contractantes à la convention de Barcelone, lors de leur dixième réunion ordinaire (Tunis 18-21 novembre 1997), ont invité le CAR/ASP à définir en consultation avec le secrétariat intérimaire d'ACCOBAMS les modalités pratiques lui permettant d'assurer ces fonctions.

Les fonctions des unités de coordinations sous régionales telles que définies par l'article V de l'Accord sont:

- a) faciliter la mise en oeuvre dans les sous-régions respectives des activités prévues à l'Annexe 2 au présent Accord, conformément aux instructions de la Réunion des Parties;
 - b) rassembler et évaluer les informations qui permettront de mieux atteindre les objectifs et la mise en oeuvre de l'Accord, et de pourvoir à une diffusion appropriée de ces informations; et
 - c) fournir un soutien administratif aux réunions du Comité scientifique et préparer un rapport destiné à la Réunion des Parties par l'intermédiaire du secrétariat de l'Accord.
- La désignation des Unités de coordination et leurs fonctions sont examinées, en tant que de besoin, à chaque session de la Réunion des Parties.

Le même article V stipule aussi que chaque Unité de coordination, en consultation avec le Comité scientifique et le secrétariat de l'Accord, facilite la préparation d'un ensemble d'études ou de publications internationales qui devront être régulièrement mises à jour, comprenant:

- a) des rapports sur l'état et l'évolution des populations, ainsi que sur les lacunes dans les connaissances scientifiques;
- b) un répertoire sous-régional des zones importantes pour les Cétacés; et
- c) un répertoire sous-régional des autorités nationales, des centres de recherche et de

sauvetage, des scientifiques et des organisations non-gouvernementales s'occupant de Cétacés.

Sur le plan opérationnel le CAR/ASP n'aura pas de difficultés de remplir ces fonctions qui font pour la plupart partie de son rôle de coordination de la mise en œuvre Plan d'Action pour la Conservation des Cétacés en mer Méditerranée.

Toutefois vu les budgets très faibles dont il dispose chaque année dans le cadre du fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée, le CAR/ASP ne sera pas en mesure d'assurer pleinement les dites fonctions si des ressources supplémentaires ne sont pas mobilisées. Charger le CAR/ASP des fonctions de l'unité méditerranéenne de coordination sous - régionales est de nature donc à éviter le double emploi. Le CAR/ASP ne pourra cependant assurer pleinement ces fonctions que si des ressources supplémentaires sont mobilisées.

**ANNEXE 1:
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS^(*)**

1. Elaborer des lignes directrices pour l'amélioration des législations nationales et leur mise en conformité avec les dispositions des accords internationaux pertinents en matière de conservation des cétacés.
2. Inviter les pays méditerranéens, qui ne l'ont pas encore fait, à ratifier le Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée et l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone atlantique adjacente (ACCOBAMS).
3. Elaborer et mettre en œuvre un programme global de prospection dont la planification dans le temps et dans l'espace (géographique) soit orientée de façon à avoir une vision globale du statut des cétacés en Méditerranée, et inviter les organisations et les chercheurs concernés à y adhérer.
4. Promouvoir la mise en place dans tous les pays méditerranéens de structures permettant de détecter et d'étudier le maximum possible des cas d'échouage des cétacés qui peuvent survenir le long de leurs côtes; et instaurer une coordination régionale en vue de faciliter la comparaison des résultats et leur intégration dans des analyses globales pour toute la Méditerranée.
5. Organiser un atelier méditerranéen de formation sur les méthodes et techniques relatives au suivi des échouages des cétacés.
6. Elaborer un code de conduite pour le "whale watching" en Méditerranée en vue de l'inclure dans un cahier de charge à respecter par chaque embarcation pratiquant le "whale watching" soit à des fins commerciales ou non commerciales.
7. L'utilisation des sonars à hautes fréquences, devrait être évitée dans les zones connues comme particulièrement fréquentées par les cétacés.
8. Elaborer un répertoire des organisations (ONG, Laboratoires, etc..) actives dans les domaines d'étude et de conservation des cétacés en Méditerranée.

^(*) Ces recommandations découlent des analyses faites dans les différentes sections de ce document de travail. La réunion d'experts sera invitée à considérer ces recommandations, les commenter et les enrichir. Leur mise en œuvre effective devrait se faire en tenant compte des initiatives déjà entreprises.

ANNEXE 2

4

COMPTE RENDU DE LA PREMIERE REUNION
DU GROUPE ad hoc D'EXPERTS
ETABLI PAR LE RAC/SPA CONFORMEMENT AUX RECOMMANDATIONS
DU PLAN D'ACTION POUR LA CONSERVATION DES CETACES
EN MER MEDITERRANEE

(Montpellier - France le 5 mars 1994)

Lors de la septième réunion ordinaire tenue au Caire en Octobre 1991, les parties contractantes à la Convention de Barcelone ont adopté le "Plan d'Action pour la conservation des cétacés en mer Méditerranée" et ont mandaté la réunion des points focaux nationaux pour les Aires Spécialement Protégées de mieux élaborer le texte du plan d'action en vue de son application par les parties contractantes. En octobre 1992 les points focaux, réunis à Athènes, ont adopté une annexe au plan d'action. Cette annexe recommande, entre autres, la mise en place d'un groupe ad hoc d'experts dont la principale fonction est d'assister le RAC/SPA en donnant des avis techniques sur des sujets spécifiques.

L'"EUROPEAN CETACEAN SOCIETY" (ECS) et les organisateurs de sa huitième conférence annuelle ayant répondu favorablement à la demande du RAC/SPA d'organiser en marge de leur huitième conférence annuelle, la première réunion du groupe ad hoc d'experts, cette dernière a eu lieu le samedi 5 mars 1994 à Montpellier en France. La liste des experts et organisations invités est jointe au présent compte rendu. Il est à signaler que pour des raisons budgétaires, les experts invités ont été choisis, parmi ceux inscrits pour participer à la 8ème conférence de l'ECS.

Les principaux objectifs de cette première réunion du groupe ad hoc d'experts formé par le RAC/SPA conformément aux recommandations du Plan d'Action pour la Conservation des Cétacés en mer Méditerranée sont:

- Définir des actions à considérer comme priorités pour la mise en oeuvre du Plan d'Action pour 1994 et 1995;
- Faire des recommandations pour la prochaine réunion des Parties Contractantes à la convention de Barcelone en vue d'une mise en oeuvre efficace du Plan d'Action.

La réunion a eu lieu le samedi 5 mars 1994 à 10h00 à la salle Rondelet au "Corum" de la ville de Montpellier en France; elle a été présidée par Mr. NOTARBARTOLO DI CHIARA, président de l'EUROPEAN CETACEAN SOCIETY. étaient présents à cette réunion:

- Mme. E. ANDROUKAKI	Grèce
- Mr. Alex AGUILAR	Espagne
- Mr. BEAU-DOUEZY	Europe Conservation
- Mr. BEAUBRIN	France
- Mr. Jean Michel BOMPAR	France
- Mr. Z. BOUTIBA	Algérie
- Mme founoune CHAKROUN	Tunisie
- Mme Maguë!onne DEJEANT-PONS	Convention de Berne

- Mr. Johanatan GORDON.	IFAW
- Mme Marie-Christine GRILLO	Monaco
- Mme LOCKYER	CMS
- Mr. Giuseppe NOTARBARTOLO DI CHIARA	Italie
- Mr. Chedly RAIS	RAC/SPA(MAP/UNEP)
- Mr. Giulio RELINI	Italie
- Mr. Patrick VANKLAVAREN	Monaco
- Mr. Maurizio WURTZ	Accord RAMOGE

Au début de la réunion, Mr. Chedly RAIS expert du RAC/SPA a rappelé brièvement les principales étapes qui ont conduit à l'adoption du Plan d'Action pour la Conservation des Cétacés en mer Méditerranée par les Parties Contractantes à la convention de Barcelone. Il a ensuite exposé les principaux éléments du programme du RAC/SPA pour 1994 et 1995 en matière de mise en oeuvre du Plan d'Action. Il s'agit notamment de la sponsorship de la participation de chercheurs provenant des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée dans les campagnes d'étude des cétacés menées en Méditerranée nord-occidentale; ainsi que la promotion d'actions visant à améliorer l'état des connaissances sur les populations de cétacés en Méditerranée et notamment dans les zones actuellement peu couvertes par les études. Il a indiqué que le choix des zones à étudier en priorité pourrait se faire en se basant sur l'Atlas en cour de préparation dans le cadre de la CIESM.

Les présents ont été invité ensuite à donner leurs avis sur le programme et à faire des propositions concernant les modalités pratiques de sa mise en oeuvre. Voici ci-après un résumé des débats:

1/ Formation:

Les participants ont confirmé l'intérêt de la participation de chercheurs provenant du sud et de l'est de la Méditerranée dans des campagnes menées par leurs collègues en Méditerranée Nord-Occidentale. L'accent a été mis sur la nécessité d'accorder beaucoup d'importance au choix des candidats pour éviter que de pareils actions ne servent à financer des croisières d'agrément pour des personnes qui ne sont pas en mesure de faire profiter leur pays de l'expérience pratique acquise.

Il a été en outre souligné la nécessité de démarrer en Méditerranée, un cours sur les cétacés. De pareils cours existent dans d'autres régions telles que l'Amérique latine ou le sud de l'Afrique. A cet effet, il a été recommandé au RAC/SPA de confier l'élaboration du programme du cours à un comité d'experts. Ce cours n'est envisageable que dans le cas de disponibilité de ressources financières suffisantes, celle-ci dépassent les possibilités du budget du RAC/SPA. Ce dernier doit donc rechercher les fonds nécessaires.

Etant entendu que ce cours ne remplace pas la participation de chercheurs du sud et de l'Est de la Méditerranée.

2/ Recherche scientifique:

Les participants sont d'accord sur la difficulté de définir des priorités en matière de recherche dans un domaine où le manque d'information reste considérable. Plusieurs intervenants

ont mis l'accent sur la nécessité de coordonner les programmes de recherches pour éviter le double emploi. Il a été également souligné la nécessité d'entreprendre des programmes pour améliorer nos connaissances sur l'état des populations des cétacés dans le sud et l'Est de la Méditerranée. Mr. BEAUBRIN, responsable de la réalisation de l'Atlas dans le cadre de la CIESM a en effet confirmé que les données compilées pour les besoins de l'Atlas ne comportent presque pas de données sur le sud et l'Est du bassin Méditerranéen.

A la fin des débats il a été décidé de se concerter à ce sujet avec la réunion du groupe "mammifères marins" de la CIESM programmée dans l'après-midi du même jour. A la suite de cette dernière un petit groupe a synthétisé les actions suivantes comme actions identifiées pour être encouragées en priorité dans le Sud et l'Est de la Méditerranée:

- la mise en place de réseaux nationaux pour le signalement des échouages des cétacés,
- l'institution de mécanismes d'observation en mer de cétacés,
- la mise en place dans les zones où il y a des populations résidentes de dauphins (notamment Tursiops et Delphinus) de programmes de photo-identification,
- l'étude et l'examen des interactions conflictuelles entre pêcheurs et cétacés là où elles existent,
- l'organisation de campagnes pilotes dans le sud et l'Est du bassin méditerranéen pour d'une part collecter des données d'observations de cétacés et d'autre part former des participants locaux. Il est fortement recommandé d'organiser à la fin de la campagne d'un atelier sur l'exploitation et l'interprétation de données recueillies en mer.

3/Législation:

Une bonne partie de la réunion a été consacré à des discussions relatives au manque d'efficacité des législations protégeant les cétacés en Méditerranée. Il a été rappelé à cet effet que le plan d'action pour la conservation des Cétacés en mer Méditerranée recommande au pays Méditerranéens d'évaluer leurs stratégies nationales pour la protection des cétacés. Il ressort des discussions que ce sont généralement les textes d'applications qui font défaut car la plupart des pays Méditerranéens ont ratifié les principaux traités internationaux pertinents, mais sont peu nombreux les pays qui ont promulgué des textes nationaux permettant l'application au niveau national des dits traités. Les experts présents à cette réunion ont recommandé au RAC/SPA de fournir assistance aux pays qui désirent préparer ce genre de texte. Mme DEGEANT-PONS représentant le secrétariat de la convention de Berne à cette réunion s'est proposé pour faire la synthèses des législations relatives à la protection des cétacés, dans les pays parties à cette convention. Cette synthèse pourrait servir comme exemple pour les autres pays pour les aider à améliorer leur législation à ce sujet. La réunion a décidé de formuler une recommandation aux

parties contractantes à la convention de Barcelone les invitants à renforcer leurs législations par des textes assurant l'application au niveau national des traités internationaux auxquels ils ont adhéré.

L'autre point qui a été soulevé en matière de législation est l'inefficacité des systèmes actuels en dehors des eaux territoriales. Les nouveaux textes élaborés par la FAO concernant le contrôle des pêcheries en dehors des eaux nationales sont de nature à améliorer cette situation.

CONCLUSION:

Un certain nombre d'idées et de recommandations se sont dégagées des débats qui ont eu lieu pendant cette réunion, elles peuvent être classées en recommandations pour guider le RAC/SPA dans ses actions et programmes en matière mise en oeuvre du plan d'action et en recommandations pouvant être portées aux parties contractantes:

recommandations pour le programme du RAC/SPA:

- dresser un inventaire pour recenser les différents intervenants en matière d'étude et de conservation des cétacés en Méditerranée. Cet inventaire qui doit s'intéresser aux chercheurs, organisations et programmes apportera un plus certain pour l'échange d'information,
- renforcer la coordination avec les autres conventions et organismes s'intéressant aux problèmes des cétacés en Méditerranée. Il a été suggéré à cet effet de réunir le groupe ad hoc formé par le RAC/SPA conjointement avec le groupe des mammifères marins de la CIESM et le groupe méditerranéen de l'ECS,
- initier un cours méditerranéen sur les cétacés,
- rechercher des ressources financières supplémentaires pour encourager d'une part des actions de formation visant l'amélioration des compétences nationales des pays méditerranéens et d'autre part des programmes d'étude des populations de cétacés notamment au sud et à l'est de la Méditerranée.

recommandations pour les parties contractantes à la convention de Barcelone:

- En vue d'assurer une meilleure protection des cétacés en Méditerranée, les pays méditerranéens sont invités à renforcer leurs législations par des textes qui assurent l'application au niveau national des traités internationaux pertinents auxquels ils adhèrent.
- Inviter les parties contractantes à promouvoir des programmes visant notamment, sans s'y limiter, l'étude de la distribution géographique des cétacés en méditerranée et particulièrement dans les parties Sud et Est de cette mer,

5

- Mettre en oeuvre en urgence les recommandations du Plan d'Action pour la Conservation des Cétacés en mer Méditerranée, relatives à la réglementation, et prendre les mesures nécessaires pour combattre la pêche illégale,
- soutenir les nouveaux textes élaborés par la FAO concernant le contrôle des pêcheries en dehors des eaux nationales.

LISTE DES EXPERTS(*) ET ORGANISATIONS
INVITES PAR LE RAC/SPA POUR ASSISTER A LA PREMIERE
REUNION DU GROUPE ad hoc D'EXPERTS
ETABLI CONFORMEMENT AUX RECOMMANDATIONS
DU PLAN D'ACTION POUR LA CONSERVATION DES CETACES
EN MER MEDITERRANEE

(Montpellier - France le 5 mars 1994)

Experts:

- Mme. E. ANDROUKAKI	Grèce
- Mr. Alex AGUILAR	Espagne
- Mr. BEAUBRIN	France
- Mr. Jean Michel BOMPAR	France
- Mr. Z. BOUTIBA	Algérie
- Mme founoune CHAKROUN	Tunisie
- Mr. Johanatan GORDON	IFAW
- Mme LOCKYER	CMS
- Mr. Giuseppe NOTARBARTOLO DI CHIARA	Italie
- Mr. Giulio RELINI	Italie
- Mr. Patrick VANKLAVAREN	Monaco

Organisations:

- Secrétariat de la CMS
- Secrétariat de la convention de Berne
- CEE
- Green peace international
- Europe conservation
- Accord RAMOGE
- Organisation Maritime Internationale
- IUCN
- CGPM (FAO)

(*) pour des raisons budgétaires, les experts invités ont été choisis, parmi ceux inscrits pour participer à la 8ème conférence de l'ECS.